

*Le budget—M. Caccia*

d'élaboration des politiques économiques, et bientôt, du fait que nos problèmes ne cessent de prendre de l'ampleur, il aura peut-être servi en fait à quelque chose.

**M. Chas. L. Caccia (Davenport):** Monsieur l'Orateur, le message que vient de livrer le député de Don Valley (M. Gillies) réconfortera beaucoup les Canadiens, j'en suis sûr, tout comme les solutions de rechange qu'il a soumises à notre étude. Nous en aurons une idée plus claire lorsque nous aurons eu l'occasion de lire son exposé et de tirer nos propres conclusions.

Je tiens à féliciter le ministre des Finances (M. Turner) du budget qu'il nous a présenté dans un contexte économique si incertain et si difficile. Il nous indique la voie entre une inflation et une récession à l'échelle mondiale. Je suis gré au gouvernement d'avoir résisté à la tentation d'établir des contrôles sur les salaires et sur les prix. Une telle mesure comporte beaucoup trop d'échappatoires et d'exemptions. Elle autorise les éléments les plus forts dans la société, les travailleurs professionnels par exemple, à trouver des moyens de se soustraire aux contrôles et de retenir leur position de concurrence tandis que les faibles n'y gagnent rien et restent toujours faibles.

C'est une mesure qui serait efficace dans le cas des salariés mais pas dans le cas de ceux qui touchent d'autres genres de revenus. Elle ne s'appliquerait pas aux agriculteurs. Elle n'aurait pas non plus de répercussions sur les prix des produits importés. Elle serait injuste parce qu'elle toucherait les salariés mais pas les autres. C'est pourquoi, en tant que libéraux, nous rejetons l'idée de réglementation et nous préconisons les restrictions volontaires, car c'est la seule mesure raisonnable dans un régime démocratique.

Pour essayer de juguler l'inflation, le gouvernement libéral a encouragé la production afin d'accroître l'offre, supprimé des droits de douane, diminué les impôts fédéraux, augmenté les pensions et les allocations familiales et multiplié les déductions d'impôt sur le revenu. C'est le gouvernement actuel qui a eu l'idée de réduire les profits excessifs dans le budget de mai 1974. Cette mesure protège le consommateur contre les prix exorbitants. Elle s'impose vraiment et nous espérons qu'elle se donnera lieu bientôt à une mesure législative.

Ces derniers jours, on m'a posé beaucoup de questions sur le budget. D'une manière générale, les Canadiens acceptent l'idée de modération, qui est le thème de ce budget, parce que ce sont des gens modérés. Cela ne leur plaît évidemment pas de devoir payer davantage le gaz et le pétrole. A qui cela plairait-il? Ils comprennent cependant pourquoi il faut s'y résigner maintenant. C'était l'attitude d'un homme qui me disait, samedi dernier, que son compte de chauffage augmenterait d'environ \$80 l'hiver prochain.

Il y a eu dernièrement une hausse de la taxe d'eau à Toronto. Cela veut dire que le compte d'eau sera presque doublé. Il y a eu aussi une augmentation de l'impôt municipal. S'ajoute à cela la hausse du prix de l'essence pour ceux qui doivent se rendre au travail en voiture, faute d'autres moyens de transport. Toutes ces augmentations mettront dans la gêne notamment les familles à faible revenu. Il y en a qui auront plus que jamais besoin du programme de soutien du revenu que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) a travaillé si fort à mettre sur pied pour ceux que l'on appelle les gagne-petit. Après le budget, ce programme sera plus nécessaire que jamais. Il faut le mettre en œuvre au plus tôt.

[M. Gillies.]

Comme tous les députés, j'ai suivi avec intérêt ce débat. Il y a eu bien des interventions fort louables des deux côtés de la Chambre. Je voudrais parler d'une mesure proposée par presque tous les conservateurs qui ont pris la parole jusqu'ici, soit l'idée que le gouvernement subventionne les taux d'intérêts hypothécaires de plus de 8 p. 100, pour aider les Canadiens à devenir propriétaires. Une question vient à l'esprit: qui bénéficiera de la subvention? Ce sera évidemment le prêteur. Il serait le grand bénéficiaire; il pourrait en vertu de ce régime exiger autant qu'il veut, 10, 15 ou même 20 p. 100. Et pourquoi pas? Tout irait, puisque le gouvernement, c'est-à-dire le contribuable, paierait la différence.

● (1640)

Voilà ce que les députés des rangs conservateurs offrent comme solution aux taux d'intérêts élevés. Je préfère la méthode libérale en vertu de laquelle le propriétaire et non le prêteur reçoit la subvention. Grâce au budget, la subvention est passée de \$600 à \$1,200—je parle de la subvention au propriétaire en vertu du programme d'aide à l'acquisition d'une maison—et la subvention pour les logements locatifs, de \$600 à \$900. Je trouve cette forme d'aide beaucoup plus sensée que la proposition conservatrice.

J'aimerais naturellement aborder bien d'autres aspects du budget mais durant le temps dont je dispose aujourd'hui, je voudrais insister surtout sur les efforts que nous déployons pour porter l'emploi au niveau le plus élevé possible grâce à nos politiques dans le secteur du marché de la main-d'œuvre. Nous disposons aujourd'hui au Canada de tout un arsenal de mesures et de programmes. Si l'on considère par exemple l'année en cours on remarque, parmi les meilleurs projets et programmes les suivants: le programme d'emploi à court terme communément appelé le PIL, auquel on a octroyé 105 millions de dollars pour la présente année financière. Un total de 481 millions a été accordé, comme l'annonçait le budget, à la formation de la main-d'œuvre dans des institutions et sur place, 12 millions ont été affectés à des programmes de mobilité, 4,5 millions à des programmes agricoles spéciaux, quelque 20 millions aux personnes désavantagées et environ 10 millions à des programmes fédéraux à fort coefficient de main-d'œuvre.

J'exclus de cette liste les projets Perspectives-Jeunesse en raison de leur nature particulière et parce que, à mon avis, il serait préférable d'adapter l'année scolaire, l'année universitaire, de façon à ce que les vacances d'été des étudiants coïncident avec l'époque où les cultivateurs ont le plus besoin de main-d'œuvre et il vaudrait mieux utiliser une tranche du montant de 60 millions prévu par ces projets pour payer le voyage et les salaires des étudiants qui consentent à aider les cultivateurs, surtout à l'époque des moissons. Nous pourrions peut-être alors mettre fin à la pratique déplorable, et c'est peu dire, de faire venir au Canada des ouvriers de passage qui n'auront jamais l'avantage de bénéficier des programmes d'assurance sociale parce qu'ils ne seront jamais immigrants reçus et n'auront donc jamais l'occasion de contribuer à un programme de sécurité sociale sérieux.

J'aimerais revenir à l'essentiel de mon propos, la politique de la main-d'œuvre. Ayant mentionné ces chiffres et omis ceux de Perspectives-Jeunesse, j'aimerais donner un autre chiffre important, celui des prestations d'assurance-chômage que versera cette année la Commission, vu le chômage actuel, soit un minimum de 3 milliards de dollars. Globalement, tous ces projets et programmes coûteront